

2024/



**DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE  
VILLE DE RIS-ORANGIS**

**ARRÊTÉ TEMPORAIRE N° 2024/236  
du mardi 9 juillet 2024  
Portant modification temporaire de la réglementation  
en matière de circulation et de stationnement,  
pour des travaux de mise en place de clôtures (bardage et héras),  
Rue Pierre Brossolette (RD 31) et Place du Moulin à Vent  
à Ris-Orangis, par la Société HUGO CONSTRUCTION,  
pour le compte de la Société ESSONNE HABITAT**

Le Maire de Ris-Orangis, Conseiller départemental de l'Essonne,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6,

**VU** le Code de la Route notamment les articles L 325-1 à L 325-13 ; R 411-1 à R 411-33 ; R 412-1 à R 412-43 ; R 417-1 à R 417-13,

**VU** le Code de la voirie routière,

**VU** le Code Pénal,

**VU** le Décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière,

**VU** le Décret n° 86-476 du 14 mars 1986 portant modification de l'article R26 du Code Pénal,

**VU** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière et les textes subséquents le modifiant et le complétant,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – huitième partie sur la signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel en date du 6 mai 1992,

**VU** l'arrêté n° 2017/432 du mercredi 20 septembre 2017, portant réglementation de la circulation des véhicules et instituant une limitation à 30km/h des véhicules à moteur sur le territoire de la commune de Ris-Orangis,

**VU** l'arrêté n°2022/059 du 14 février 2022 portant réglementation des bruits et prévention des atteintes à la tranquillité,

**VU** la décision n° 2018/367 du 20 novembre 2018 fixant les montants des droits de voirie et d'occupation du domaine public,

**VU** le règlement communal de voirie,

**VU** le courrier d'Essonne Habitat, maître d'ouvrage des travaux objet de l'arrêté, en date du 10 juillet 2024,

2024/

**CONSIDERANT** la demande présentée par la Société HUGO CONSTRUCTION, domiciliée au 10 Allée du Centre – 91760 ITTEVILLE, relative à des travaux de mise en place de clôtures, Rue Pierre Brossolette et Place du Moulin à Vent à Ris-Orangis, pour le compte de la Société Essonne Habitat, domiciliée au 2 Allée Eugène Mouchot – 91130 RIS-ORANGIS.

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de prendre toutes les dispositions pour assurer la pérennité du domaine public, la sécurité des piétons et des automobilistes pendant toute la durée des travaux,

**CONSIDERANT** qu'il convient de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules,

**SUR** proposition des Services Techniques Municipaux,

---

## **A R R Ê T E**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : Autorisation.**

La Société HUGO CONSTRUCTION, domiciliée au 10 Allée du Centre – 91760 ITTEVILLE, est autorisée à réaliser des travaux de mise en place de clôtures, rue Pierre Brossolette et place du Moulin à Vent à Ris-Orangis, pour le compte de la Société Essonne Habitat, domiciliée au 2 Allée Eugène Mouchot – 91130 RIS-ORANGIS.

### **Les travaux entraineront :**

- La suppression d'un tronçon de la voie Place du Moulin à vent,
- Une interdiction de circulation pour les véhicules légers et les poids lourds, excepté pour les véhicules de livraison des commerces qui pourront utiliser les raquettes de retournement dédiées à cet effet.

### **ARTICLE 2 : Redevance.**

Les montants des droits de voirie et d'occupation du domaine public seront calculés en application de la décision n° 2018/367 du mardi 20 novembre 2018. Ils donneront lieu à l'émission d'un titre de recette qui sera adressé à la société Essonne Habitat, maître d'ouvrage de l'opération conformément à sa demande formulée par courrier en date du 10 juillet 2024, en vue d'un règlement auprès du trésor public.

### **ARTICLE 3 : Stationnement.**

Au niveau des travaux, le stationnement des véhicules légers et des poids lourds sera interdit et considéré comme gênant devant la zone de travaux la veille au soir et durant l'ensemble de la durée des travaux.

Il appartient à la Société HUGO CONSTRUCTION de réguler les accès à la zone de travaux. Tout stationnement et toute file d'attente des engins de chantier sur le domaine public sont interdits.

Les services de Police seront chargés de l'enlèvement des véhicules en infraction, conformément aux articles L 325-1 à L 325-12 du Code de la Route,

2024/

**ARTICLE 4 : Signalisation et sécurisation du chantier.**

L'entreprise chargée des travaux devra mettre en place de part et d'autre du chantier une signalisation réglementaire annonçant les travaux en cours,

**ARTICLE 5 : Propreté des abords du chantier.**

Les abords du chantier devront être nettoyés aussi souvent que nécessaire par l'entreprise chargée des travaux en fin d'intervention, ainsi que sur simple demande des Services Techniques Municipaux.

**ARTICLE 6 : Remise en état du chantier.**

A l'achèvement des travaux, l'entreprise est tenue d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, graviers et immondices, de réparer immédiatement tous les dommages qui auraient été causés sur le Domaine Public ou ses dépendances, de rétablir dans leur premier état initial les fossés, talus, accotements, chaussées ou trottoirs qui auraient été endommagés et d'enlever la signalisation du chantier.

En cas de fouille, l'entreprise devra procéder aux reprises d'enrobés sur la largeur de la fouille et sur la largeur totale sur trottoir ou de la chaussée avec un épaulement de 20 cm.

**ARTICLE 7 : Affichage.**

Le présent arrêté doit être affiché par le demandeur 48 heures minimum avant le début de chaque intervention.

**ARTICLE 8 : Durée.**

Le présent arrêté est applicable du lundi 15 juillet 2024 au jeudi 31 octobre 2024.

**ARTICLE 9 : Ampliation.**

Le présent arrêté sera transmis à :

- Monsieur le Commissaire de Police,
- Monsieur le Directeur de la Police Municipale,
- Madame la Directrice des Services Techniques et de l'Urbanisme.

Et toute autorité administrative et agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Ris-Orangis, le 9 juillet 2024.

Le Maire certifie sous sa responsabilité

Le caractère exécutoire de cet acte :

Transmis en Préfecture

le : 12 JUIL. 2024

Publié le : 12 JUIL. 2024

Notifié le :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours

Devant le Tribunal Administratif de Versailles

Dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification.

Stéphane Raffalli  
Maire de Ris-Orangis  
Conseiller départemental de l'Essonne



**2024/**

